

Conférence de Haut Niveau:
Partenariat sur le dialogue social Belgique
Algérie, Maroc, Tunisie
Bureau International du Travail

Bruxelles- Palais d'Egmont, 8 décembre 2011

Conclusions des échanges

- I. Interêt pour le partenariat
- II. Thèmes et priorités nationaux
- III. Activités sous régionales
- IV. Mise en oeuvre du partenariat

Intérêt pour le partenariat

- Les trois pays estiment que le DS est une priorité nationale
- Dialogue social facteur clé pour la promotion du travail décent
- Les partenaires sociaux veulent peser sur les choix économiques et sociaux
- Consolidation de la démocratie et des réformes en cours (empêcher un retour en arrière)
- Demandes générale de renforcement des capacités des acteurs
- Bonne coopération Belgique-BIT
- Disponibilité des partenaires sociaux Belges

Thèmes et priorités nationaux

- Les institutions:
 - Etablir un diagnostic complet du cadre juridique et institutionnel de fonctionnement du dialogue social
 - Réactiver les institutions existantes y compris la négociation collective de branche et d'entreprise
 - Améliorer le cadre juridique du dialogue social
 - Renforcer l'administration et l'inspection du travail
- Les acteurs et les organisations professionnelles
 - Renforcement des capacités et des services aux membres y compris dans les secteurs de sous traitance et autres secteurs fragiles;
 - Capacité de négociation
- L'entreprise durable
 - Structures de représentation des travailleurs
 - Gestion des risques professionnels
 - Culture de responsabilité sociale
 - Soutien aux entrepreneurs

- Gestion et médiation des conflits
 - Formation des inspecteurs du travail
 - Conciliation et médiation
- Les normes internationales du travail
 - Appui à la ratification et application des Conventions No. 144, No. 150, No. 151 et No. 154)
 - Protection des droits des travailleurs migrants
- Salaires et productivité/conditions de travail

Thèmes et priorités sous régionaux

- Défis communs:
 - emploi des jeunes, impact de la mondialisation, modernisation de l'entreprise, protection sociale et financement des retraites, économie informelle...
 - Partage des échecs et des réussites: plate-forme de coopération entre partenaires sociaux mais préalablement une formation nécessaire
 - Offre de l'Algérie et de la Tunisie d'accueillir des Activités dès le début de 2012 et en 2013.

Mise en oeuvre du partenariat

- Le BIT soumet au premier trimestre 2012 un plan de route concerté avec le SPF, les partenaires sociaux belges et les trois pays
- Un Comité national tripartite d'accompagnement sera mis en place dans chaque pays
- Séminaires, visites d'études tripartites ou par groupe d'acteurs avec l'aide d'ACTRAV et ACT/EMP et des partenaires sociaux belges
- Rencontres sous régionales
- Evaluation annuelle au début 2013 par pays ou dans un cadre sous régional.
- Recherche de financement avec des partenaires potentiels comme la Commission Européenne pour poursuivre le partenariat en 2013
- Coopération avec l'AICESIS sur le renforcement des Comités économiques et sociaux nationaux et autres institutions tripartites nationales.

Bruxelles, le 8 décembre 2011